



**m**ONTPELLIER 2020

## La lettre de Sursaut

Décembre 2019, n°80

### Ne pas confondre la peur et la haine ...

*« Non, vraiment, le terme islamophobie est mal choisi s'il doit désigner la haine que certains tarés ont des musulmans. Il n'a pas seulement mal choisi, il est dangereux »*  
(CHARB, *Lettre ouverte aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, 2015).

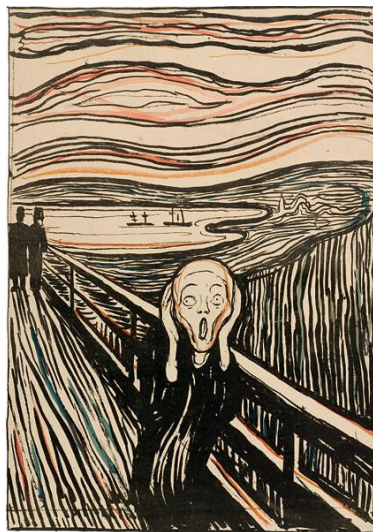


CHARB, graphe (lphinfo.com)

Les violentes divisions qui sont nées autour de la manifestation du 10 novembre contre l'islamophobie donnent tristement raison à CHARB qui, dans un livre paru 3 mois après son assassinat avec ses amis de Charlie Hebdo, rappelait que *« les militants communautaristes qui essaient d'imposer aux autorités judiciaires et politiques la notion d'islamophobie n'ont pas d'autre but que de pousser les victimes de racisme à s'affirmer musulmanes »*. 13 500 personnes ont, néanmoins, défilé laissant un goût amer dans la gorge de beaucoup.

Le terme phobie a envahi notre sphère sociale : islamophobe, homophobe, xénophobe, europhobe ... Son extension l'a fait passer du domaine de la psychopathologie à celui du politique. Elle nous fait oublier les racines du mot. Dérivé du grec φόβος, la phobie désigne une peur intense. D'où la question légitime qui doit être posée : peut-on interdire aux gens d'avoir peur ? La peur est une réaction naturelle du vivant face à ce qui lui est étranger. Il en va tout à fait différemment de la haine qui, elle, pousse à la destruction de l'autre. Le langage courant distingue d'ailleurs très bien les deux dans l'emploi, par exemple, du terme « antisémitisme » qui renvoie, lui, à une volonté affichée d'élimination d'un peuple. Un dangereux glissement nous amène malheureusement à confondre la peur et la haine. Outre ses effets délétères, ce glissement risque de culpabiliser voire de contraindre au refoulement un élément pourtant fondamental de toute vie humaine qu'elle soit individuelle ou collective.

Les "phobies" sont constitutives du développement de l'être humain. Elles se repèrent très tôt chez le bébé, dans ce que les pys appellent "*la peur de l'étranger*". Cette peur est repérable dès 6/9 mois, et se manifeste par des réactions brutales de pleurs ou de retrait angoissé chez un petit enfant qui, jusqu'alors, "*allait avec tout le monde*". Ce stade est fondamental pour sa maturité car il signe la première perception de son identité propre. C'est en percevant du différent de lui qu'il a accès à sa singularité c'est-à-dire à sa constitution d'individu possédant une identité propre. Auparavant le petit enfant vivait dans un monde « symbiotique », avec un sentiment confus de continuité d'existence indifférenciée entre lui et les autres. Son monde était celui de la continuation de son existence fœtale faisant corps avec l'organisme maternel. Lorsque le bébé réagit négativement à la présence d'autrui, il manifeste une première perception de lui comme différent de l'autre. Le petit humain poursuivra sa conquête identitaire avec "*le stade du miroir*" où le reflet qu'il perçoit dans le miroir va lui donner une perception de son propre corps. Il réalise alors une première image de lui.



*Le cri* (MUNCH)

L'autre - *l'étranger* - ne peut donc que constituer un danger dans un premier temps, car il signifie l'irruption brutale d'une menace d'effraction dans un univers maternel tellement rassurant. Il plonge le bébé, encore très immature, dans une fragile nudité au monde avec un sentiment profond de perte de repères. Tout ce qui fait "non-moi" (on pourrait dire « non-mère ») plonge dans le désarroi et ne peut être que non rassurant.

La phobie n'est donc pas, au départ, une exclusion ou un rejet. Elle est une réaction identitaire salutaire face à la perception d'une différence entre soi et les autres. Sans ces différences, on le sait bien, il n'y a pas de vie. C'est pour cette raison que toutes les sociétés humaines se sont construites en contraignant ses membres à l'exogamie. Tout homme et toute femme doit chercher son (ou sa) partenaire hors du cercle familial. Tout repli vers des liens endogamique ne peut être que mortifère au même titre que

l'inceste. Freud nommait « pulsion de mort » cette inclination qui pousse l'homme à la répétition du même. Il l'opposait à la « pulsion de vie » qui pousse à la rencontre et à la création.

Ce n'est qu'à partir du moment où l'entourage renforce la notion de dangerosité de l'autre que la phobie devient exclusion ou stigmatisation. Boris Vian a su magnifiquement l'illustrer dans *L'arrache-cœur* à travers le personnage de Clémentine. Elle est une maman tellement aimante et désireuse de protéger à tout prix ses enfants de tous les dangers qui peuvent les guetter qu'elle finit par leur construire une belle cage dorée pour les y enfermer : « ça devait être merveilleux de rester tous ensemble, comme ça, avec quelqu'un pour vous dorloter, dans une petite cage bien chaude et pleine d'amour. »

La responsabilité des politiques n'est donc pas de dénoncer les réactions de phobie mais de les éduquer en distinguant toujours la peur et la haine, la méfiance et le rejet, les précautions d'accueil et les volontés d'élimination. Les partisans des replis nationalistes font le contraire : ils exploitent le sentiment naturel de peur pour mieux asseoir leur pouvoir sur des attitudes de haine. Lorsque Jean Marie le Pen dit " je préfère ma fille à ma cousine et ma cousine à ma voisine", il parle comme Clémentine. Il part d'une évidence qui ne peut être niée sous prétexte qu'elle est dite par lui. En revanche, nous devons dénoncer le prolongement du discours politique qu'il en tire en sous-entendant qu'il n'y a pas de place pour les trois. Cousine et voisine deviennent de dangereuses ennemies. Une société doit être constituée de tous.

Les allergies sont décrites physiologiquement comme une réponse inadéquate du corps face aux corps étrangers (les allergènes). Il y réagit par une exagération pathologique de ses défenses immunitaires. Notre société fabrique des allergies sociales. Elle renforce nos arsenaux de protection en voulant nous faire croire que c'est dans la fuite du contact avec l'autre, voire dans son élimination, que nous allons nous renforcer. C'est tout à fait faux : nous ne pouvons que nous y affaiblir encore plus.

### Compte-rendu de la soirée Controverses du 14 novembre Numérique et Ecologie : de faux amis ?



Dessin de CHARB

Passionnante réunion sur les défis environnementaux et numériques planétaires et locaux que celle organisée jeudi dernier, dans une salle comble de la Gazette café, par l'association Montpellier 2020.

Après une brève présentation par le coprésident Joseph MORNET et par son collègue Jean COTTAVE de ce laboratoire d'idées, qui a récemment publié un ouvrage collectif intitulé « *Dessine-moi une métropole* », le journaliste Pierric LOUBAT, directeur d'Agglo TV a lancé le débat entre deux talentueuses spécialistes : Dominique MARTIN-FERRARI, ancienne conseillère technique de l'ex-ministre écologiste Brice Lalonde, et Florence RHODAIN, maître de conférences à l'École Polytechnique universitaire de Montpellier, auteur d'un ouvrage intitulé « *La nouvelle religion du numérique. Le numérique est-il écologique ?* »\*.

Pour Dominique Martin-Ferrari, depuis 1992 et le sommet de Rio, les opinions publiques ont pris conscience « du caractère global et systémique du développement durable ». Toute décision économique ou sociale a en effet, un impact écologique fort. Or si l'on se contente de petites mesures ou d'initiatives simplement retardatrices (économie circulaire par exemple), on en devine déjà les conséquences

dévastatrices : hausse du niveau de la mer, migrations climatiques etc. Certes la France s'est clairement engagée dans ce combat mais elle doit, avec le concours des élus locaux et des citoyens, accentuer ses efforts. Sinon c'est l'échec assuré, et les jeunes générations en seront les premières victimes.

« Faut-il compter sur les nouvelles technologies pour éviter la catastrophe environnementale ? » questionne Pierric Loubat. Certainement pas, répond Florence Rhodain qui révèle, arguments chiffrés à l'appui, que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne réduisent pas les transports, ne suppriment pas le papier, et sont génératrices de gigantesques déchets industriels (que l'on retrouvera plus tard en Afrique). Les études internationales montrent aussi, précisément, « les effets dévastateurs de l'introduction généralisée des écrans, dans les établissements scolaires sur la progression des enfants et adolescents ». D'où l'importance dans la maîtrise du numérique, du rôle des familles et des enseignants auprès des jeunes.

Le débat qui a suivi a permis de traiter de questions majeures (démographie planétaire galopante, consultation des citoyens, rôle des médias...) mais aussi de revenir sur les enjeux locaux. L'ancien député Jean Louis Roumegas est intervenu, dans le débat, sur les problèmes que connaît Montpellier en matière de transports, de logements passoires thermiques et de déchets. Jean Claude Albert, élu local du Pays de l'Or, a souligné le silence de la métropole, qui tout en se débarrassant chaque année de 30 000 tonnes de déchets en direction de l'incinérateur de Lunel Viel, n'a jamais réagi face aux propositions locales de réduction des tonnages.

Au final : beaucoup de pistes de réflexions ouvertes sur une question d'avenir majeur

JCA

\*l'ouvrage de Florence Rhodain fait l'objet d'un compte-rendu plus loin

## Pétition Midi Libre : « je veux la LNMP »

**Exigeons la Ligne Nouvelle Montpellier - Perpignan**

Nous l'attendons depuis 30 ans, ça suffit !  
Notre territoire mérite mieux  
que des bonnes paroles. Agissons.

Remplissez ce bulletin et envoyez-le à :

**Midi Libre - Je veux la LNMP**  
Mas de Grille 34438 Saint-Jean-de-Védas Cedex

Nous le transmettrons à **Jean-Baptiste Djebbari** ▶  
secrétaire d'Etat chargé des transports

**JE VEUX LA LNMP !**

Nom .....  
Prénom .....  
Ville .....  
Courriel .....

Le journal MIDI LIBRE a organisé durant ce mois de Novembre une pétition citoyenne pour réclamer la réalisation sans attendre de la jonction de la ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan. Nos voisins espagnols ont su amener leurs rails jusqu'à notre frontière : qu'attend la France ? Dès octobre 2017, Montpellier 2020 a apporté son soutien total aux initiatives de nos responsables locaux réclamant l'urgence d'une volonté du pouvoir central pour la réalisation de cette voie. « Les attermoissements n'ont que trop duré depuis plusieurs décennies, écrivions-nous. Montpellier 2020 soutient sans réserve les initiatives convergentes, sinon conjointes, du Président de la Métropole de Montpellier-Méditerranée, entouré des maires des villes-étapes du tronçon Montpellier-Perpignan, et de la Présidente de Région, chef de file, qui milite aussi pour le tronçon Bordeaux-Toulouse. La jonction vers la Catalogne et l'Espagne est d'un intérêt européen majeur, sur les plans économique et touristique. Cette infrastructure structurante constitue une priorité absolue qui exige une démarche fédératrice faisant fi des clivages de leadership ou partisans ».

Nous soutenons à nouveau les prises de parole convergentes de nos élus. Le maire de Montpellier et président de la Métropole, Philippe Saurel, et le Président du Département, Kléber Meskida ont montré l'exemple dans des plaidoyers convaincants dans Midi Libre. « La réalisation de la Ligne Nouvelle doit



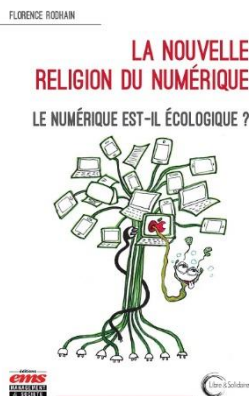
désormais être la priorité de tous, rappelle avec raison Philippe Saurel. Du plus haut sommet de l'État aux maires des communes de cet arc méditerranéen en passant par les présidents et présidentes des intercommunalités, des Départements et de la Région ». Kléber Meskida se positionne pareillement : « les élus locaux ont pris leurs responsabilités, désormais il serait inconcevable que l'Etat ne prenne pas les siennes ». D'autres personnalités politiques régionales ont également fait des déclarations de soutien dont le Sénateur Henri Cabanel, le Conseiller Départemental et candidat aux prochaines municipales, Michaël Delafosse ou encore le Président du Ceser Occitanie, Jean-Louis Chauzy, Pour rappel : le tronçon transfrontalier Perpignan-Figueras a été mis en service en 2009, le tronçon Figueras-Barcelone en 2013, le contournement de Nîmes et de Montpellier a été ouvert en juillet 2018 aux LGV. L'ouverture de la gare de Manduel en décembre va permettre une meilleure exploitation de ces investissements ferroviaires en attendant les aménagements d'acheminement indispensables à Montpellier autour de la nouvelle gare SNCF. La Commission européenne a confirmé depuis 2013 le caractère prioritaire de la ligne. Elle est une nécessité aussi bien économique qu'écologique.

### Idées de lecture :

**« La nouvelle religion du numérique. Le numérique est-il écologique ? »\***

**Florence RHODAIN**

Le livre de Florence RHODAIN a été évoqué plus haut dans le compte-rendu de notre soirée « Controverses ». L'universitaire montpelliéraine nous le présente elle-même comme un « *pamphlet* », tellement la cause semble lui tenir à cœur. Elle entend dénoncer l'attitude d'abandon de toute posture de rigueur intellectuelle face au développement du numérique au profit d'une croyance religieuse dans notre relation aux « TIC » (technologies de l'informatique et de la communication). Face à elles, nous ne sommes plus dans un monde logique mais dans un monde magique, celui de la croyance. On nous fait croire, par exemple, que les TIC permettraient une meilleure acquisition des connaissances et seraient bonnes pour le développement durable. On oublie de nous dire que le numérique émet pourtant 1/3 de plus de CO2 que l'aviation civile et qu'il est en passe de dépasser la totalité des émissions des véhicules. Quant à sa vertu dans l'enseignement, elle reste à démontrer. Un travail de recherche d'une des doctorantes de Florence Rhodain a montré que lors d'un cours de 90 mn donné à des étudiants à qui l'on avait fourni gratuitement une tablette, 61 mn étaient consacrées à jouer, chatter ou consulter Facebook ... et seulement 16 mn pour les cours.



On nous fait également volontiers croire que le numérique est un monde immatériel s'évanouissant comme un nuage (« cloud »). Il faut pourtant savoir que les données recueillies - à l'insu le plus souvent

des utilisateurs - sont bien réelles. La preuve en est fournie par la nécessité de les stocker dans des fermes bien matérielles dont le fonctionnement nécessite d'énormes consommations d'énergie atteignant les chiffres de celles de villes comme Montpellier ou Nantes.

Il faudrait demander également aux habitants des pays éloignés qui en héritent de parler des qualités « immatérielles » des stocks de déchets du numérique entreposés à ciel ouvert. Seuls 20% des déchets des TIC sont retraités, le reste va aux pays pauvres. Ces déchets renvoient à l'origine de leur fabrication. Ils ne s'engendrent pas dans des azurs immatériels, mais sont bien le fruit d'une exploitation incontrôlée et suicidaire de terres rares et de minéraux précieux.

On voit bien que l'invocation de l'immatérialité du numérique vient renforcer la croyance en sa virtualité. Ce nouveau leurre ne fait que boucher nos yeux devant la récupération bien matérielle des données qui est faite à partir de nos consommations de nos divers écrans. Les TIC permettent de garder la trace de toutes leurs utilisations. Ils permettent de définir des profils psychologiques et autorisent toute utilisation commerciale ou politique à partir de là.

Autre croyance : les TIC réduiraient les déplacements des personnes. Là encore, c'est faux. Tous les graphiques montrent l'inverse. L'invention du téléphone en 1876 devait diminuer les transports : elle les a multipliés, Toute augmentation des moyens de transmission a toujours été accompagnée de celle des transports. Il en va de même du mythe de la baisse de consommation du papier. Elle ne fait qu'augmenter avec les progrès des TIC. Même le livre numérique est plus dévoreur d'énergie que le livre papier. En fait transport et consommation de papier et TIC ne se remplacent, ils s'ajoutent. Ils ne se substituent pas l'un à l'autre, ils se complètent.

Nous sommes, en définitif, face à un discours religieux et à une démarche irrationnelle au service des impératifs d'un nouvel ordre mondial exigeant de consommer toujours plus de produits de plus en plus jetables et renouvelables afin de permettre à une infime minorité d'accumuler de plus en plus d'argent. Dans un monde où la démographie explose, cette idéologie nous conduit droit dans le mur.

Comment réagir ? D'abord en prenant conscience de la « servitude volontaire » dans laquelle nous sommes enchaînés. Le récent black Friday en a montré une timide amorce. Soyons lucides : un tel système ne marcherait jamais sans la complicité des « consommateurs ». Même les options « vertes » ne suffisent pas si elles ne servent qu'à remplacer un mode de surconsommation par un autre. C'est donc la relation même à nos besoins qu'il faut interroger. Nous devons sortir des rêves de croissance et de développement infinis.

Florence Rhodain conclut par un appel à la vigilance concernant nos enfants. Ils sont actuellement surexposés aux écrans. Cette surconsommation numérique entraîne de graves conséquences physiques, psychologiques, relationnelles et affectives chez un être encore immature. Ces effets sont d'autant plus alarmants que le contenu de ce que l'on y propose n'est pas réglementé. Laissons donc le numérique à sa juste place. Refusons sa domination. Interrogeons sans relâche ses dogmes. « *A l'instar des athées, soyons aTIC* » conclut Florence RHODAIN.

\* publié aux éditions EMS et éditions Libre & solidaire

### **Thomas PIKETTY : « *Capital et idéologie* »**

Thomas Piketty nous avait déjà passionnés avec son premier ouvrage, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Il récidive avec son prolongement : *Capital et idéologie*\*. Les deux livres sont guidés par un même souci, celui d'aborder des sujets difficiles, l'économie et les sciences humaines, dans un langage accessible à un très large public. Thomas Piketty ne se contente pas d'être un expert, il sait se montrer pédagogue. Le lecteur ne doit donc pas se décourager devant l'épaisseur du volume (1200 pages) : l'auteur prend la précaution de résumer à chaque fois ce qu'il va développer et de revenir de façon circulaire sur les contenus. On a toujours le loisir de prendre son temps si l'on veut vraiment le parcourir dans le détail. C'est ce que nous allons faire dans ce compte-rendu en le proposant en deux temps. Ce premier compte-

rendu correspond globalement à la moitié de l'ouvrage. Le second abordera la deuxième partie et, entre autres, les propositions finales.

**THOMAS  
PIKETTY**

**CAPITAL  
ET  
IDÉOLOGIE**

SEUIL

Piketty part d'un constat : « *les hommes naissent inégaux* ». Si c'était l'inverse, les sociétés n'auraient jamais eu le besoin de faire des lois pour la faire reconnaître et la protéger : c'est « *en droit* » que les hommes naissent égaux. Toutes les lois sont censées venir corriger le fait des inégalités de départ. Y arrivent-elles ? C'est une autre question. Lorsque l'on considère l'état du monde, on constate qu'elles semblent souvent plutôt destinées à justifier et encadrer leur maintien. « *Chaque société n'a d'autre choix que de donner du sens à ses inégalités* ». C'est ce constat qui constitue le point de départ du projet de Piketty. Il nous propose une histoire des justifications idéologiques de l'inégalité en parcourant celle des principales sociétés de notre planète depuis le Haut Moyen Age Occidental à nos jours.

Un survol des 10 derniers siècles fait apparaître rapidement une réduction des inégalités dans nos sociétés et une amélioration des conditions de vie matérielle des humains. Une attention plus précise montre que cette dynamique ne s'est jamais réalisée de façon linéaire. Le sommet des inégalités a été atteint entre 1870 et 1914, avant de s'effondrer entre les deux guerres mondiales. De nouveaux écarts vertigineux se creusent à nouveau depuis 1980. Aux inégalités de propriétés s'ajoutent, désormais, celles des capitaux et des salaires. Autre constat que nous propose Piketty : toute augmentation des inégalités s'accompagne d'une baisse des chiffres de la production. Il s'inscrit en démenti de toute théorie de « ruissellement » promettant que la richesse de quelques-uns ferait naturellement fructifier celle de tous les autres.

Piketty distingue 3 phases dans l'évolution des structures de nos sociétés durant ces 10 siècles : les sociétés ternaires, les sociétés de propriétaires et nos sociétés contemporaines. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle les diverses sociétés de la planète s'organisaient, globalement, autour de trois catégories : une religieuse, l'autre aristocratique (nobles et militaires, plus ou moins distingués) et la dernière populaire (parfois découpée en sous-catégories, castes, esclaves ...). Les XVIIIe et XIXe siècles ont vu l'émergence des sociétés de propriétaires. Contrairement à ce que l'on pense couramment, les luttes révolutionnaires de la fin du XVIIIe siècle n'ont pas aboli la propriété, elles l'ont redistribuée à de nouvelles classes, celles des propriétaires. Leurs avoirs n'ont fait que s'agrandir au XIXe siècle pour atteindre un point d'apogée entre 1880 à 1914 : 10% des plus riches accumulaient, alors, 80 à 90% des patrimoines. Ils en possèdent aujourd'hui de 50% à 60%. Notre pays cultive particulièrement le mythe révolutionnaire. Ayant accompli en 1789 la Révolution de référence mondiale, la France se croit pour toujours exemplaire sur les égalités sociales : « *elle aime, écrit Piketty, se présenter au monde comme le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité* ». Elle oublie, par exemple, qu'elle est l'un des derniers pays à avoir adopté l'impôt progressif sur les revenus, outil pourtant premier de redistribution sociale.

La troisième phase s'est ouverte suite aux violents bouleversements qu'a connus la deuxième partie du XXe siècle : deux conflits mondiaux très meurtriers, fin du colonialisme, chute des régimes communistes et internationalisation des échanges. Ils ont amené de profondes mutations dans le jeu des inégalités et des propriétés permettant de dire qu'aujourd'hui les pauvres sont moins pauvres, mais qu'ils sont plus

nombreux alors que les riches sont de plus en plus riches tout en restant toujours aussi peu nombreux. Ce rééquilibrage (ou ... déséquilibre) s'est fait au détriment de la classe moyenne.



Dessin de LASSERPE

L'accélération de ces processus de creusement d'inégalité s'est opérée depuis 1980. Les plus riches sont de moins en moins imposés. Les inégalités d'accès à l'éducation et aux formations se creusent et renforcent les progressions de la pauvreté. Les idéologies partisanes traditionnelles, de gauche notamment, montrent une totale incapacité à penser les évolutions de la société ce qui leur a fait perdre toute crédibilité. Les inégalités continuent cependant toujours à être justifiées. Elles se fondent sur un modèle organique où chaque groupe social remplirait une fonction spécifique et indispensable aux autres groupes à la manière des organes entre eux. Comme dans le corps, certains ont des fonctions plus nobles que d'autres. C'est ce même fond que l'on retrouve d'ailleurs, avec des variations, depuis l'avènement des « propriétaires ». Cette idéologie se renforce d'une autre héritée de la révolution : l'ordre social doit protéger la propriété privée car elle permet l'émancipation individuelle et assure ainsi la stabilité sociale. L'échec des idéologies collectivistes inspirées par le marxisme n'a fait que conforter ce principe : l'interdiction d'accès à la propriété n'a fait qu'engendrer des sociétés totalitaires au service du seul profit de quelques-uns. N'oublions pas, non plus, que lors de la fin de l'esclavage, décision unanimement saluée, ce furent les propriétaires qui furent indemnisés et non les esclaves. C'était bien le propriétaire qu'il convenait de privilégier et non l'exploitation humaine. A Saint Domingue pourtant l'esclavage a atteint jusqu'à 95% de la population.

De cette première moitié de l'ouvrage de Piketty, l'on peut donc retenir quelques idées forces.

Nos sociétés inégalitaires se sont développées sur une foi en l'autorégulation, comme si elles portaient naturellement en elles-mêmes ces capacités. Le constat est pourtant clair : plus il y a des inégalités (y compris dans l'accès à la formation) plus la production baisse. Cette idéologie ne sert, en fait, qu'à mieux protéger les intérêts de quelques-uns.

Il est difficile de faire la part des choses dans l'évolution des sociétés entre les idéologies, les luttes sociales et les événements historiques : comment, par exemple, aurait évolué le monde sans les guerres mondiales ? Piketty reste persuadé qu'il n'y a pas de fatalité historique : à chaque fois d'autres évolutions historiques auraient été possibles. Suite aux guerres mondiales, les états ont suivi des routes politiques différentes, par exemple. Les Etats Unis sont allés jusqu'à imposer à 80 voire 90% les plus riches, mais n'ont consacré aucun effort pour améliorer la protection sociale. La France a développé des politiques de nationalisation et de renforcement de la fonction publique. L'Allemagne et certains pays nordiques ont préféré lutter pour faire entrer les salariés dans les conseils d'administration. On peut mesurer aujourd'hui les conséquences de ces choix d'hier.

La suite sera à lire dans La Lettre de Janvier.

\**Capital et idéologie*, Thomas PIKETTY, édition du SEUIL, 2019



## Lu dans la presse :

**" Nulle part, le port du voile n'accompagne une vitalité démocratique »** (Didier LESCHI, Le Monde)

**Gérard DORIVAL**



cnews.fr

Entre les identitaires indigénistes musulmanophobes forcenés et haineux, exterminateurs, supporters inconditionnels du "papi" tireur sur mosquée et les musulmanophiles, idolâtres par idéologie primaire et déni par aveuglement, sans discernement au point de considérer la laïcité comme " liberticide" (!) à l'égard des musulmans, victimes selon eux d'une islamophobie (notion victimaire fabriquée) et d'un "racisme d'Etat», il y a heureusement place, mais semble-t-il de moins en moins, pour des analystes équilibrés dans leurs approches.

C'est le cas, de mon point de vue, de Didier Leschi, Directeur de l'Office français d'immigration et de l'intégration, auteur le 30 Octobre d'une tribune dans " Le Monde", que j'ai appréciée et dont je vous livre une rapide exégèse.

*" La défiance l'égard des femmes voilées exprime moins une montée de l'islamophobie en France que la crainte de voir régresser le droit des femmes".*

Aristide Briand, lui-même, en 1905, avait combattu l'idée d'interdire tout port de signes religieux ostensibles dans l'espace public (il s'agissait alors de la soutane).

Souvent, la défense du voile accompagne l'abandon de solidarités internationalistes de la part de ceux qui se disent les héritiers de cette tradition de combats pour l'émancipation.

S'agissant de la religion, les pouvoirs publics nationaux et locaux n'ont cessé d'œuvrer à l'amélioration de la situation des fidèles musulmans, malgré la relative incurie du Conseil Français du Culte Musulman, prisonnier de dissensions internes, à caractère théologique : de très nombreuses mosquées ont été construites avec majoritairement des fonds publics. L'Etat n'a pas renoncé à une fondation pour l'Islam de France. Ce qui n'est pas le cas des évangélistes et des "témoins de Jéhovah", confrontés à des entraves)

Un sentiment de plus en plus partagé est que, pour avoir rompu avec son « *droit d'ainesse dans l'Eglise* », notre pays deviendrait subrepticement la " *filles cadette de l'islam*".

A rebours de cette perception, nombre de combats de femmes se développe dans le monde arabo-musulman. Le voile y est vécu comme un asservissement d'un autre temps mais la chape religieuse et étatique est telle que l'espoir d'une émancipation reste faible.

Didier Leschi est auteur par ailleurs de *"Misère(s) de l'Islam de France"* (Le Cerf, 2017)

## **Exclure les psychanalystes ...**

*« Pourquoi les psychanalystes doivent être exclus des tribunaux ».*  
Nouvel observateur (22 octobre 2019)

Il est des moments où l'on se surprend à se demander si l'on est bien au XXI<sup>e</sup> siècle ou si l'on n'a pas reculé dans le scientisme du XIX<sup>e</sup> ou, pire, aux tribunaux du Moyen Age. Une tribune signée de 60 psychiatres et psychologues réclame l'exclusion de la psychanalyse des tribunaux et des universités. Elle a été publiée dans le Nouvel Observateur du 22 octobre 2019 sous le titre : « *Pourquoi les psychanalystes doivent être exclus des tribunaux* ». « *Nous refusons, écrivent les signataires, que soient utilisés les diplômes de médecine et de psychologie pour diffuser à l'université un enseignement en violation avec la médecine et l'état des connaissances en santé mentale, au profit de dogmes idéologiques, fondés sur des postulats obscurantistes et discriminants sans aucune validation scientifique* ». Ils poursuivent : « *En France, des étudiants en psychologie et des internes en médecine reçoivent encore fréquemment à l'université un enseignement psychanalytique livré avec le mépris de la médecine, le rejet de la nosographie internationale des maladies mentales, le refus des traitements adaptés recommandés par la Haute Autorité de Santé, la défiance envers les politiques de santé et le rejet de tout contrôle ou évaluation de leur pratique ... Ils sont ensuite attirés à l'extérieur pour y recevoir une formation obscurantiste où les pathologies sont réduites au complexe d'Œdipe ou à la mère pathogène, l'ensemble étant masqué sous une rhétorique absconse qui déstabilise ses auditeurs. Nous estimons que ces étudiants sont placés en danger d'emprise sectaire et, plus important, que les patients en psychiatrie paient le prix fort d'une prise en charge digne d'un autre âge* ».



Sarau para todos (la guérison pour tous) – GOYA

Dogmatisme, obscurantisme, emprise sectaire, l'énumération des accusations évoque les procès en sorcellerie envers une discipline qui, ne l'oublions pas, a connu son premier autodafé le 10 mai 1933 à Berlin, devant le Reichstag, sous les yeux de Joseph Goebbels. Un récitant accompagnait alors le brûlot composé des livres de Freud par cette acclamation : « *Contre la valorisation excessive de la vie pulsionnelle qui dégrade l'âme, pour la noblesse de l'âme humaine, je jette aux flammes les écrits de Sigmund Freud !* ». Nous ne sommes pas loin des mêmes reproches : « *Nous refusons que soient instrumentalisées la psychiatrie et la psychologie pour légitimer des dogmes aussi néfastes que prêter des intentions sexuelles aux bébés ... Nous sommes opposés à ce que la psychiatrie et la psychologie soient instrumentalisées pour servir les intérêts d'une corporation engagée dans une démarche antisociale : pathologisant l'amour maternel, enseignant le mépris des règles et des lois* ».

Les signataires de la tribune de l'Obs s'appuient sur les recommandations de la HAS (Haute Autorité de Santé) qui, en 2012, avait déclaré non pertinentes les approches de la psychanalyse et de la psychothérapie institutionnelle dans le traitement des troubles de la sphère autistique. Rappelons, au passage, que la HAS s'autorisait d'une compétence scientifique qu'elle n'a pas. Le député républicain Daniel Fasquelles en avait profité, quatre ans après, pour essayer de faire passer à l'Assemblée Nationale

une proposition de loi demandant la condamnation pénale de tous les professionnels utilisant la psychanalyse ou la psychothérapie institutionnelle ainsi que l'arrêt du financement de toutes pratiques s'en autorisant. Son texte n'avait même pas obtenu 20% des votes.

Avant d'invoquer l'absence de « *validation scientifique* », les auteurs, tout comme la HAS, devraient faire preuve de davantage d'humilité. Un article récent, signé par 800 statisticiens, a été publié dans la revue scientifiquement de référence mondiale, *Nature*. Il annonce que 96% des études biomédicales qui paraissent aujourd'hui feraient un usage peu rigoureux et non-scientifique, des statistiques et en particulier des seuils de significativité (avec généralement  $p = 5\%$ ).

Après leur dénonciation d'obscurantisme, de dogmatisme, et d'absence de validité scientifique, les signataires terminent en défenseurs de la santé publique. Les tribunaux qui font appel à des psychanalystes utilisant « *leur diplôme de psychologie ou de médecine* » le font « *en violation complète avec le code de la santé publique* ». Les présidents d'université qui continuent à leur accorder des postes de maîtres de conférences et de professeurs « *portent une lourde responsabilité dans ces problèmes graves de santé publique* » ajoutent-ils avant de conclure : « *la justice, quant à elle, doit changer la procédure de listage de ses experts pour en exclure tout référentiel psychanalytique dans l'intérêt de l'objectivité* ».

Il existe en psychanalyse un mécanisme que l'on appelle la « projection ». Il consiste à attribuer à l'autre des qualités ou propriétés que l'on n'accepte pas en soi. La tribune du Nouvel Obs en constitue un nouvel exemple.

### Agendas : « *dernières nouvelles du climat* »



meteomontpellier.fr

« *Les soirées Margelle* » organisent une conférence **le vendredi 13 décembre** de 20.30h à 22.30h au 21 avenue du biterrois à Montpellier sur le thème « ***Dernières nouvelles du climat : diagnostics et pronostics*** ». Elle sera animée par Samuel MORIN, chercheur à Météo France et directeur du Centre d'Etudes de la Neige (Météo-France-CNRS) à Grenoble.

*Les glaciers et la neige, en montagne comme dans les régions polaires, sont d'ores et déjà affectés par l'évolution climatique. Présentation des résultats les plus récents en matière de diagnostic et de projections climatiques et leurs impacts, issus des travaux du GIEC parus en 2018 et en 2019.*

Libre participation aux frais et possibilité de partager un repas dès 19 h.

#### **RAPPEL :**

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com ou joseph.mornet6@orange.fr

**Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...** Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site [www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr)



**Participation financière à**  
***Sursaut 5, Dessine-moi une Métropole***

Monsieur, Madame (ou raison sociale) :  
Adresse :

Téléphone :  
Mail :

Achète : \_\_\_\_\_ exemplaire(s) de l'ouvrage *Sursaut5, Dessine-moi une Métropole*

- à 5 euros l'exemplaire, tarif adhérent
- à 10 euros l'exemplaire pour les non-adhérents  
(*Cocher la case correspondante*)

Coût d'envoi : 4 euros jusqu'à 3 exemplaires groupés

Coût TOTAL :

La demande doit être adressée à : [montpellier.asso.2020@gmail.com](mailto:montpellier.asso.2020@gmail.com)  
et accompagnée d'un chèque du montant total établi à l'ordre de : *Association Montpellier 2020*